



Des cadeaux pour les riches, des coups pour les travailleurs !

Plus le gouvernement est rejeté par la population, plus il pratique la fuite en avant. C'est la politique des ordonnances, Villepin et Sarkozy méprisent même leur propre majorité. Il faut faire vite et fort comme pour profiter de l'effet de surprise, s'imposer et imposer les mesures dites d'urgence au service du patronat et des gros actionnaires. Ces attaques contre le monde du travail s'accompagnent d'une démagogie sécuritaire, d'une volonté de culpabiliser les plus défavorisés, les chômeurs, s'attaquant à ceux qui luttent et résistent...

TRAVAILLER PLUS POUR...GAGNER MOINS

Thierry Breton, le nouveau ministre de l'économie, ne manque pas d'air. Lui, l'ancien PDG au salaire record, nous explique, « *la France vit au-dessus de ses moyens* », pour en conclure qu'il faut faire des économies sur... les services publics. L'Etat prévoit, dans le budget 2006, plus de 5000 suppressions de postes dans la fonction publique, après les 7000 de 2005. Et de nous faire la leçon de morale, il faudrait « *travailler plus* ». Ils cherchent à culpabiliser les chômeurs pour justifier un renforcement des contrôles et des sanctions. Ils licencient et veulent imposer à ceux qui ont un travail, de travailler plus et plus longtemps pour un salaire qui diminue.

Par contre, au nom de « *la priorité pour l'emploi* », le gouvernement offre aux patrons son contrat à période d'essai de deux ans et, en prime, 4,5 milliards de plus, sous forme d'exonération de charges.

SARKOZY, CHEF DE GANG

Pendant que Villepin et Breton continuent le sale boulot de Raffarin, Sarkozy se fait le champion de l'arbitraire policier et du sécuritaire. Il cherche à flatter les préjugés et à utiliser, pour faire sa campagne, le désespoir et les drames qui frappent les plus démunis. Il promet de « *nettoyer au karcher* » les cités et les quartiers populaires. Mais son « *Karcher* » n'effacera

pas les véritables conditions de vie : salaires de misère avec la précarité et le temps partiel imposé, allocations chômage ou RMI qui ne permettent pas de survivre, aucun vrai budget pour le logement social, écoles sans moyens, services sociaux absents ou débordés, ...

La stigmatisation des populations les plus défavorisées s'accompagne d'attaques contre les jeunes, contre les travailleurs étrangers, les sans-papiers, soumis au harcèlement et à l'arbitraire policier.

URGENCE POUR RIPOSTER

Cette nouvelle offensive contre les droits sociaux est leur seule réponse au rejet de leur politique. Ce n'est qu'agression, violence et aggravation des inégalités et des injustices. Elle s'accompagne de la répression contre le mouvement social comme l'illustrent les poursuites contre les postiers de Bordeaux.

À cette violence de l'Etat au service d'intérêts privés, il faut opposer la volonté collective autour des revendications sociales et démocratiques du monde du travail : la défense des services publics, l'augmentation générale des salaires, l'interdiction des licenciements.

Le 29 mai, massivement, les classes populaires ont dit Non à cette politique imposée par ceux qui ont le pouvoir sur l'économie et la société. Tous ceux qui se sont mobilisés pour que soit rejetée cette politique réactionnaire peuvent prendre appui sur leur victoire, pour continuer la contre-offensive du Non sur le terrain des luttes sociales.

Ce gouvernement comme sa politique sont illégitimes. Leur agressivité et leur mépris ne sont que le masque de leur faiblesse face au mécontentement et à la force des travailleurs.

Le 27/06/05

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :